



SERVICE FOIRES &  
MARCHÉS

D. 18.387

## CONVENTION DE STATIONNEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC

### ENTRE

La Ville de ROYAN représentée par son Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 02 octobre 2017, intervenue pour l'application des articles L.2122.22 et L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 04 octobre 2017, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu l'arrêté ASG N°17.2647 en date du 05 octobre 2017, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Jean-Paul CLECH, Premier Adjoint, rendu exécutoire le 06 octobre 2017, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Ci-après désignée "*la Ville*",

### ET

La société LA MAREE RONCOISE II, dont le siège social est situé sis 2 rue du Fief de Matelit à 17530 ARVERT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saintes sous le numéro 440 174 126, représentée par son gérant, Monsieur Franck LOEFFLER dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée "*le Pétitionnaire*",

### EXPOSE DES MOTIFS :

Monsieur Franck LOEFFLER, représentant la société LA MAREE RONCOISE II bénéficie d'une autorisation d'occupation des bancs n°24 et n°25 au marché central de ROYAN depuis le 15 mai 2013.

Pour l'exercice de leur activité, il leur est indispensable de pouvoir disposer de leur véhicule frigorifique à proximité.

### IL A ENSUITE ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

*La Ville* met à la disposition du *Pétitionnaire* un emplacement, afin d'y disposer un véhicule frigorifique nécessaire à son activité à proximité du marché central.

## **ARTICLE 2 : CARACTERE DE L'OCCUPATION**

Cette convention étant conclue intuitu personae, toute cession partielle ou totale du contrat, tout changement de cocontractant ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation préalable et écrite de *la Ville*.

Il est expressément rappelé que l'espace occupé constitue une dépendance du domaine public et que par conséquent, compte tenu de cette domanialité et des conséquences qui s'y attachent, à savoir le caractère précaire et révocable de l'occupation, cette occupation ne saurait en aucun cas constituer un droit à la propriété commerciale, ni conférer au titulaire ou aux occupants de son chef notamment un droit au maintien dans les lieux, un droit au renouvellement, un droit à indemnité d'éviction.

La présente convention d'occupation ne confère au *Pétitionnaire* aucun droit réel.

## **ARTICLE 3 : DUREE DU CONTRAT**

La présente autorisation est consentie pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019 inclus.

## **ARTICLE 4 : REDEVANCE**

*Le Pétitionnaire* versera à *la Ville* une redevance mensuelle de 100 euros, pour l'occupation du domaine public visée à l'article 1, soit un montant total de 1 200 euros, pour la période mentionnée à l'article 3.

Cette redevance sera payée le 31 juillet 2018 au plus tard, auprès du Trésor Public.

En cas de retard dans le paiement de cette redevance due à *la Ville* dans le cadre de la présente convention, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal, en application des dispositions de l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES DE L'OCCUPATION**

Le Pétitionnaire prendra cet emplacement en l'état sans pouvoir exiger de la Ville aucune remise en état et sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville pour cause de dégradations, cas de force majeure ou toute autre cause quelconque intéressant l'état de l'emplacement occupé.

## **ARTICLE 6 : ASSURANCES**

*Le Pétitionnaire* est entièrement et exclusivement responsable envers les tiers de tout dommage imputable à son personnel ou au véhicule réfrigéré sur ce lieu.

Il souscrira les assurances qui couvriront l'ensemble de ces risques, ainsi qu'une assurance "responsabilité civile" qui couvrira les dommages pouvant être causés aux personnes et aux biens, quelle qu'en soit l'origine.

*Le Pétitionnaire* justifiera au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2018 à *la Ville* des polices d'assurances souscrites par une attestation de la compagnie, précisant les risques couverts et le paiement des primes.

Les polices souscrites devront garantir *la Ville* contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit.

**Le Pétitionnaire** et ses assureurs s'interdisent de mettre en cause **la Ville** pour tous les recours ou troubles de jouissance commis à l'occasion de l'application de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : DENONCIATION DU CONTRAT**

### **7.1 - Résiliation pour faute :**

Cette convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties pendant la durée du contrat pour manquement à l'une des obligations citées dans les différents articles de ladite convention. Cette dénonciation devra être signifiée par lettre recommandée avec avis de réception, au moins deux mois avant la date du terme du présent contrat.

### **7.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général :**

Nonobstant la durée prévue à l'article 3 et l'absence de toute infraction à cette convention, l'autorisation d'occupation du domaine public pourra être retirée à tout moment pour motif d'intérêt général, sans aucune indemnité d'éviction.

## **ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention, **le Pétitionnaire** fait élection de domicile en son siège social et **la Ville** en l'Hôtel de Ville, 80 avenue de Pontailac – CS n° 80218 - 17205 ROYAN Cedex.

## **ARTICLE 9 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

La convention se compose des présents documents, comportant trois pages.

## **ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES**

Toutes contestations qui naîtraient à propos des présentes, à défaut de conciliation amiable préalable, sont de la compétence exclusive du tribunal administratif de Poitiers, sis Hôtel Gilbert - 15 rue de Blossac – Boîte Postale 541 - 86020 Poitiers Cedex (Tél. : 05 49 60 79 19 - Courriel : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)).

Fait à ROYAN le 28 juin 2018  
En trois exemplaires

Certifié exécutoire  
En vertu de l'article L.2131-3  
du Code Général des Collectivités  
Territoriales  
le 16 juillet 2018  
Certifié Conforme

Pour le Maire,  
Et par délégation,  
Le Premier Adjoint  
Jean-Paul CLECH

Mairie de Royan le  
Par délégation du Maire,  
Le Directeur Général des Services  
HUBERT THOMAS

